



**Syndicat d'intérêts locaux
de Gasperich a.s.b.l.**

Siège :

29, rue Benjamin Franklin
L-1540 Luxembourg

Secrétariat :

56, rue Richard Wagner
L-2711 Luxembourg

Luxembourg, le 28 février 2005

A

Monsieur le Ministre
de l'Intérieur et de l'Aménagement
du Territoire

L-2933 Luxembourg

Concerne :

Ban de Gasperich - Opposition formelle contre la décision du Conseil Communal prise en date du 31 janvier 2005 et portant approbation définitive d'une modification de la partie graphique du plan d'aménagement général - réf. no. 82/9/2001.

Monsieur le Ministre,

Dans sa séance du 31 janvier 2005, le Conseil communal a approuvé définitivement une modification de la partie graphique du plan d'aménagement général au sud de la localité de Gasperich.

Etant donné que les affaires communales tombent sous la tutelle de votre ministère, nous nous permettons de vous exposer ci-dessous nos réclamations relatives à la forme du vote mentionné ci-dessus, à savoir :

1. Le procès-verbal de la séance incriminée du Conseil communal relate une décision sur un point n'ayant pas du tout figuré à l'ordre du jour, à savoir le vote définitif de la partie écrite relative aux changements à opérer au plan d'aménagement général, ce qui est strictement à l'encontre des dispositions de la loi communale du 13 décembre 1988.
2. En plus, nous devons constater une faute supplémentaire dans le même procès-verbal qui consiste que dans l'alinéa 8 il a été retenu que « après avoir délibéré conformément à la loi et par dix-sept voix contre une, quatre conseillers s'étant abstenus ; » en fait **seize** membres (ADR 2 – DP 9 – CSV 5) ont voté **pour** l'approbation définitive et **six** membres (DEI GRENG 1 – LSAP 5) ont voté **contre** cette décision».

Reste encore à noter, que ce procès-verbal a été envoyé par recommandée par la Ville aux 286 réclamants et qu'il nous est parvenu que le 22 février 2005, tandis que le délai de réclamation a pris cours le 21 février 2005.

3. Conformément à la circulaire numéro 2246 de 2001 du Ministère de l'Intérieur, et suite à une demande orale auprès des services compétents, le Syndicat d'intérêts locaux de Gasperich a.s.b.l. a demandé à l'adresse du cabinet de Monsieur le Bourgmestre, par sa télécopie du 15 juin 2004, durant le délai imposé pour la réclamation au vote provisoire, l'étude sur le développement des quartiers sud-ouest de la Ville de Luxembourg élaborée par le bureau d'études Schroeder et Associés pour le compte des Ministères des Transports et des Travaux publics, de l'administration des Ponts et Chaussées et de la Ville de Luxembourg ainsi que le Masterplan « Grossfeld », pièces faisant partie intégrante du dossier sous rubrique. L'accès au dossier administratif n'était pas garanti et nous sommes restés sans réponse jusqu'à ce jour.

En ce qui concerne la version du Masterplan appartenant au Ministère de l'Intérieur, Monsieur le Bourgmestre nous a proposé, lors de la présentation du 06 décembre 2004, de consulter cette version auprès de ses services compétents et qu'il lui serait impossible de nous livrer des documents étant donné que cette version appartenait au Ministère de l'Intérieur et que la Ville de Luxembourg ne serait en possession que d'un seul exemplaire.

Il est évident que cette procédure va à l'encontre des exigences formelles des dispositions ad hoc de la Convention Internationale des Droits de l'Homme et de la jurisprudence y relative ainsi que du règlement grand-ducal sur la procédure administrative non contentieuse.

En effet, dans pareille hypothèse les délais d'appel sont censés être non encore expirés et toute décision définitive est réputée être viciée.

4. Finalement, la Ville a proposé, lors de la séance du 31 janvier 2005, de prévoir un « terrain réservé aux édifices et infrastructures publics » à l'extrémité sud de la zone à reclasser, ce terrain étant destiné à recevoir la construction d'un château d'eau nécessaire pour garantir l'alimentation en eau de toute cette nouvelle zone à développer.

Etant donné que la pression de l'eau dans notre quartier, est actuellement déjà plus que minime, le Syndicat n'introduit pas une réclamation quant à l'aménagement d'un tel château d'eau, mais rend attentif au fait que ce reclassement n'a pas été voté provisoirement.

Eu égard à toutes ces observations aussi bien la réunion d'audition des réclamants en vue de l'aplanissement des difficultés ainsi que le vote définitif du PAG pris par le Conseil communal sont entachés de nullité pour ne pas avoir respecté ni les formes, ni les textes.

Par conséquent et sans préjudice à la découverte éventuelle d'autres irrégularités ou vices de formes, nous vous demandons de bien vouloir prononcer la nullité des délibérations critiquées en tant qu'autorité de tutelle.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre très haute considération.


Jacquie **Lakaff**
Secrétaire


François **DAHM**
Président